

505LHH58/15

9263-3

(1943, 45)

9263.2

~~A~~

V. D. 9260 : Suppression des facilités
de circulation accordées aux Adminis-
trations publiques (à dater du 1.7.46)

Traité pour la délivrance de facilités
de circulation à la Direction des Prix

C.A.	7. 4.43	13	VI
C.A.	10. 1.45	8	XI
C.A.	19.12.45	30	VIII

Traité pour la délivrance de facilités de circulation à la Dir

Extrait du P.V. de la Séance du Conseil d'Administration
du 19 décembre 1945

QUESTION VIII - Avenant au Traité concernant la délivrance
de facilités de circulation à la Direction des Prix.

P.V. (p.30)

Le Conseil approuve l'avenant qui prévoit l'attribution de deux cartes impersonnelles supplémentaires à parcours général (soit 6 au lieu de 4), pour faire face aux besoins accrus du cadre des rapporteurs près le Comité Central des Prix.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Conseil d'Administration

Séance du 19 décembre 1945

VIII- Avenant au Traité concernant la délivrance de facilités
de circulation à la Direction des Prix.

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

PROJET DE 2ème AVENANT AU TRAITE DU 20 JUILLET 1943
AVEC LE MINISTERE DE L'ECONOMIE NATIONALE POUR
DELIVRANCE DE CARTES DE CIRCULATION A LA DIRECTION
DES PRIX

Aux termes d'un 1er Avenant en date du 20 Avril 1945 au traité passé le 20 Juillet 1943 avec le Ministère de l'Economie Nationale, il a été prévu que la S.N.C.F. délivrerait, pour les besoins de la Direction des Prix, quatre cartes impersonnelles valables en 1ère classe sur l'ensemble de ses lignes, libellées pour "Un agent du Cadre des Rapporteurs près le Comité Central des Prix".

Ces cartes ne suffisent plus aux besoins accrus de la Direction des Prix, le Ministère nous demande deux cartes supplémentaires de même nature, que nous proposons d'accorder aux mêmes conditions que les quatre premières, c'est-à-dire au tarif normal des abonnements de même parcours et sans aucune réduction.

Il en résulterait pour la S.N.C.F. une recette annuelle supplémentaire de 101.520 Frs.

Il est demandé au Conseil d'Administration de bien vouloir approuver le projet ci-joint de 2ème avenant au Traité passé le 20 Juillet 1943 avec le Ministère de l'Economie Nationale pour délivrance de cartes de circulation à la Direction des Prix.

LE SECRETAIRE GENERAL,

s() V.L.GOCNE

2ème AVENANT AU TRAITE DU 20 JUILLET 1943
 AVEC LE MINISTRE DE L'ECONOMIE NATIONALE
 pour délivrance de cartes de circulation à la
 Direction des Prix

 ENTRE :

Le Ministre de l'Economie Nationale, stipulant au nom
 de l'Etat,

d'une part
 Et la Société Nationale des Chemins de fer Français, dont
 le siège est à PARIS, 88, rue Saint-Lazare, représentée par
 M. FOURNIER, Président du Conseil d'Administration, et M. BOUTIER,
 Vice-Président du Conseil d'Administration

d'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1er

L'article 1er de l'Avenant du 20 Avril 1945 au Traité du
 20 Juillet 1943, réglant la délivrance de cartes de circulation
 à la Direction des Prix, est modifié comme suit :

"La Société Nationale des Chemins de fer Français délivre-
 "ra au Ministère de l'Economie Nationale, pour les besoins de
 "la Direction des Prix, six cartes Impersonnelles valables en
 "tère classe sur l'ensemble des lignes qu'elle exploite, établies
 "pour "Un agent du Cadre des Rapporteurs près le Comité Central
 "des prix".

ARTICLE 2

Le présent Avenant expirera le 31 Décembre 1946. Il con-
 tinuera d'année en année, par tacite reconduction, chacune des
 parties contractantes étant libre de le résilier en prévenant
 l'autre au moins trois mois à l'avance.

Il sera établi sur papier non timbré et enregistré gratis
 (article 1er du décret du 15 Octobre 1939).

FAIT A PARIS, en triple exemplaire, le

Le Ministre de l'Economie
 Nationale,

Pour la S.N.C.F.,
 Le Président du Conseil d'Adminis-
 tration,

Le Vice-Président
 du Conseil d'Administration,

Extrait du Procès-Verbal de la séance du
Conseil d'Administration du 10

Janvier 1945

P.V. p. 8

QUESTION XI - Avenant au traité concer-
nant la délivrance de facilités de circulation
à la Direction des Prix.

Le Conseil approuve cet avenant.

Steno revue et corrigée

M. LE PRESIDENT. - La Direction des Prix dispose, aux termes du traité en vigueur, de 4 cartes de circulation à parcours général dont une nominative pour le Directeur des Prix avec 30 % de réduction, et 3 impersonnelles sans aucune réduction. La Direction des Prix demande que la carte nominative soit transformée en carte impersonnelle payée, par suite, au tarif normal des abonnements commerciaux, sans aucune réduction. Tel est l'objet de l'avenant.

Le Conseil approuve l'avenant.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Conseil d'Administration

Séance du 10 janvier 1945
-

XI - Avenant au traité concernant la délivrance de
facilités de circulation à la Direction des Prix

Pus -

opinion

Sa

94 - m - n° 121

Référence à rappeler :

94 N° 5234

NOTE

pour Messieurs les Membres du Conseil d'Administration

au sujet { d'un projet d'avenant au Traité du 20 Juillet 1943
pour la délivrance de cartes de circulation à la
Direction des Prix

Aux termes du traité du 20 Juillet 1943, la S.N.C.F. délivre au Ministère des Finances pour les besoins de la Direction des Prix 4 cartes de circulation à parcours général en 1ère classe, dont une nominative pour le Directeur des Prix, avec 30 % de réduction, et trois impersonnelles pour des agents du cadre des Rapporteurs près le Comité Central des Prix, sans aucune réduction.

Le Directeur des Prix nous expose que la politique suivie par le Département de l'Economie Nationale entraîne une étude de plus en plus serrée des prix de revient des produits industriels avec nombreuses visites des établissements témoin et contrôles sur place des comptabilités. Les déplacements des agents du cadre des rapporteurs des prix s'en trouvent multipliés et en vue d'utiliser les cartes dans la plus large mesure possible, le Directeur des Prix demande que la carte nominative établie à son nom, soit remplacée par une 4ème carte impersonnelle établie comme les trois autres pour "Un agent du Cadre des Rapporteurs près le Comité Central des Prix", et payée, comme elles, au tarif normal des abonnements commerciaux de même étendue, et sans aucune réduction.

Le motif invoqué permet d'accueillir cette demande. Il en résultera pour la S.N.C.F. une augmentation de recettes annuelle de 27.470 frs.

J'ai l'honneur de prier Messieurs les Membres du Conseil d'Administration de bien vouloir approuver le projet d'avenant ci-joint au traité du 20 Juillet 1943 avec le Ministère des Finances pour la Direction des Prix.

(s) GOURSAT

A V E N A N T

ENTRE :

Le Ministre des Finances, stipulant au nom de l'Etat,

d'une part,

Et la Société Nationale des Chemins de fer français, représentée par M. FOURNIER, Président du Conseil d'Administration, et M. BOUTET, Vice-Président du Conseil d'Administration,

d'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

Article 1er.-

L'article 1er du Traité du 20 Juillet 1943 est modifié comme suit :

"La Société Nationale des Chemins de fer français délivrera au Ministère des Finances pour les besoins de la Direction des Prix, quatre cartes impersonnelles valables en 1ère classe sur l'ensemble des lignes qu'elle exploite, établies pour "Un agent du Cadre des Rapporteurs près le Comité Central des Prix".

Article 2.-

L'article 2 § 1° du Traité du 20 Juillet 1943 est modifié comme suit :

"Après accord entre les parties sur les parcours et périodes d'utilisation, le Ministère des Finances versera à la S.N.C.F. pour chaque carte délivrée, une somme représentant la valeur d'un abonnement au plein tarif commercial en vigueur au moment de la délivrance de la carte, et sans aucun abatement".

Le reste de l'article 2, sans changement.

Article 3.-

Le présent avenant expirera le 31 décembre 1945. Il continuera d'année en année, par tacite reconduction, chacune des parties contractantes étant libre de le résilier en prévenant l'autre au moins trois mois à l'avance.

Il sera établi sur papier non timbré et enregistré gratis

(article 1er du décret du 15 octobre 1939).

Fait en triple exemplaire dont un pour le Ministre des
Finances, un pour la S.N.C.F. et un pour l'Enregistrement, à
PARIS, le

Le Ministre des Finances,

Pour la S.N.C.F.

Le Président du
Conseil d'Administration,

Le Vice-Président du
Conseil d'Administration,

Extrait du P.V. de la Séance du Conseil d'Administration
du 7 avril 1943

QUESTION VI - Traité pour la délivrance de facilités de
circulation à la Direction des Prix.

P.V. (p.4)

Sur la proposition de M. LE PRESIDENT, le Conseil approuve les deux traités, qui seraient conclus dans le cadre des dispositions de l'article 29 du Cahier des Charges.

Sténo (p.13)

M. LE PRESIDENT.- Ce traité comporte la délivrance, pour le Directeur des Prix, d'une carte nominative en 1ère classe à parcours général avec abattement de 30% sur le tarif normal des abonnements de même parcours, et de 3 cartes impersonnelles en 1ère classe à parcours général payées au plein tarif commercial.

Le Conseil approuve le traité.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Conseil d'Administration

Séance du 7 avril 1943

VI.- Traité pour la délivrance de facilités de
circulation à la Direction des Prix.

101

SOCIÉTÉ NATIONALE
des
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

N O T E

pour Messieurs les Membres du Conseil d'Administration

Projet de Traité avec le Ministère des Finances pour
la délivrance de facilités de circulation à
la Direction des Prix

Aux termes de la Loi du 21 octobre 1940 sur les prix, les demandes formulées par les Comités d'Organisation ou les Départements Ministériels intéressés, en vue de la fixation des Prix, sont soumises au Comité Central des Prix par des Rapporteurs spécialement désignés à cet effet.

Pour l'application de ces dispositions, un décret du 2 avril 1942 a créé un cadre particulier de Rapporteurs près le Comité Central des Prix, placé sous l'autorité directe du Directeur des Prix. Ce cadre comprend actuellement 23 agents de tous grades, chargés d'examiner les demandes des Organismes intéressés et de procéder à toutes enquêtes nécessaires dont l'objet essentiel est l'étude des prix de revient servant de base aux prix de vente de tous les produits et spécialement des produits industriels.

Les enquêtes consistent très généralement en visites des établissements-témoins et examen sur place des comptabilités et exigent des déplacements de plus en plus fréquents depuis que les Rapporteurs tiennent d'une Loi du 7 août 1942 les pouvoirs d'investigation indispensables à la poursuite utile de leurs enquêtes et que la Loi budgétaire du 31 décembre 1942 a doté l'Administration des crédits correspondant aux dépenses inhérentes à ces déplacements.

Le Secrétaire Général du Ministère des Finances pour les questions Economiques nous demande quelques facilités de circulation en faveur de ce personnel appelé à se déplacer dans des conditions difficiles et à effectuer des avances de fonds élevés pour ses frais de séjour.

La S.N.C.F., qui est d'ailleurs représentée au Comité Central des Prix, trouverait une contre-partie certaine dans les avantages qu'elle doit tirer d'une juste fixation des prix des matières, produits et denrées de toute nature et il est apparu qu'une Convention pouvait être passée, dans le cadre de l'article 2^e du Cahier des Charges, pour la délivrance de facilités de circulation à la Direction des

.....

Prix, dans les mêmes conditions qu'au Service Général de Contrôle Economique (précédemment Service Central de Contrôle des Prix).

Ces facilités de circulation seraient les suivantes :

- 1°- une carte nominative en 1ère classe à parcours général pour le Directeur des Prix, avec une réduction de 30 % sur le tarif normal des abonnements de même parcours, réduction déjà consenti pour toutes les cartes nominatives accordées par traité au Ministère des Finances.
- 2°- 3 cartes impersonnelles en 1ère classe, à parcours général, la forme impersonnelle étant ici particulièrement nécessaire en raison de l'impossibilité de désigner toujours à l'avance les établissements où les enquêtes pourront s'avérer fructueuses.

Comme pour le Service Général de Contrôle Economique, ces cartes seraient payées au plein tarif commercial et sans aucune réduction.

- 3°- La possibilité, pour le personnel non muni de cartes de circulation, d'effectuer ses voyages de service avec paiement différé au moyen du "Bon spécial de Transport" à échanger contre un billet sans paiement préalable. Le règlement est effectué ultérieurement, au tarif kilométrique normal et sans réduction, d'après un relevé des bons représentatifs des billets émis, ce qui permet aux intéressés d'éviter l'avance de leurs frais de transport.

La recette annuelle au profit de la S.N.C.F. serait de 114 774 fr, indépendamment de la somme à provenir des billets représentés par les Bons de Transport.

J'ai l'honneur de prier M.M. les Membres du Conseil d'Administration de bien vouloir approuver le projet de Traité ci-joint avec M. le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances pour la délivrance de facilités de circulation à la Direction des Prix (Rapporteurs près le Comité Central des Prix).

Le Directeur Général,

LE BESNERAIS.

T R A I T E

ENTRE :

Le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances agissant au nom de l'Etat,

d'une part,

et la Société Nationale des Chemins de fer Français, dont le siège est à Paris, 18, rue St-Lazare, représentée par M.M. FOURNIER, Président du Conseil d'Administration, et GRILLET, Vice-Président du Conseil d'Administration,

d'autre part,

Vu les articles 17 et 20 du Cahier des Charges de la S.N.C.F.

Vu l'article 16, § d, du décret-loi du 12 novembre 1938

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1er

Dans les limites ci-après indiquées, la Société Nationale des Chemins de fer Français délivrera au Ministère des Finances, pour les besoins de la Direction des Prix :

1°- une carte nominative valable en 1ère classe sur l'ensemble de ses lignes pour le Directeur des Prix.

2°- Pour les Rapporteurs près le Comité Central des Prix, 3 cartes impersonnelles en 1ère classe valables sur l'ensemble de ses lignes.

Article 2

Après accord entre les parties sur les parcours et périodes d'utilisation, le Ministère des Finances versera à la S.N.C.F. pour chaque carte délivrée, une somme représentant la valeur d'un abonnement au tarif commercial en vigueur au moment de la délivrance de la carte, avec un abatement de 30 % (trente pour cent) pour la carte nominative. Aucun abatement ne sera effectué sur les cartes impersonnelles.

Cette somme sera payable en deux versements, à la fin de chaque semestre.

Les cartes de circulation seront décomptées à partir du premier jour du mois de leur délivrance et jusqu'au dernier jour du mois de leur restitution au Secrétaire Général de la S.N.C.F. à Paris ou à Vichy, à moins qu'elles aient cessé d'être valables avant cette date.

Tout retard dans le règlement d'une échéance semestrielle, imputable au Ministère des Finances, donnera lieu au versement à la

....

S.N.C.F. d'intérêts moratoires au taux d'escompte de la Banque de France majoré de 1 %, courant à partir de l'expiration d'un délai de deux mois à dater de la remise des factures correspondantes.

Article 3

La Direction des Prix bénéficiera en outre, dans les conditions ci-après, du règlement différé pour les transports en service des agents du Cadre des Rapporteurs près le Comité Central des Prix ainsi que des fonctionnaires régulièrement désignés pour procéder aux enquêtes prescrites par le Comité Central.

Ces transports seront effectués sans paiement préalable contre remise d'un bon spécial de transport délivré par les autorités habilitées de la Direction des Prix.

Ces bons, qui sont du modèle reproduit en annexe au présent Traité devront indiquer :

- le service auquel devra être facturé le transport,
- les nom, prénoms et titre administratif du bénéficiaire et éventuellement, le nombre de personnes l'accompagnant,
- le parcours à effectuer, l'itinéraire à suivre et la classe de voiture à utiliser,
- et, le cas échéant, le poids des bagages à transporter aux frais de la Direction des Prix.

Ils sont valables pour un seul voyage. Dans le cas d'un trajet aller et retour, il devra être établi deux bons, valables, l'un pour le trajet d'aller, l'autre pour le trajet de retour.

De plus, pour permettre l'application aux transports de personnes des réductions prévues en faveur des familles nombreuses et des réformés de guerre, les services émetteurs des bons porteront, le cas échéant, sur ces pièces, l'une des mentions :

" carte famille nombreuse n°..... x% de réduction",
" carte d'invalidité n°..... x% de réduction",

En échange de ces bons, préalablement signés par le titulaire, la gare de départ délivrera à l'intéressé un billet pour la classe de voiture indiquée sur le bon, valable pour tous les trains comportant des voitures de cette classe, dans les conditions prévues pour les voyageurs ordinaires.

Les transports dont il s'agit seront taxés aux conditions et prix des tarifs commerciaux.

Leur règlement aura lieu postérieurement à leur exécution à la demande de la S.N.C.F. par les soins de la Direction des Prix. Pour l'exécution de ce règlement, la S.N.C.F. produira, à l'appui de ses factures, les bons de transport justificatifs.

Sur le vu de ces pièces et dans les 30 jours de leur remise, le Ministère des Finances ordonnancera un acompte égal aux 5/6 du montant des titres de créance, le paiement du solde devant intervenir

.....

dans le délai de 60 jours à courir du dépôt de ces titres.

Passé ce délai, tout retard dans le règlement imputable à l'Etat donnera lieu, de plein droit, au versement à la Société Nationale des Chemins de fer Français d'intérêts moratoires calculés au taux d'escompte de la Banque de France majoré de 1 %, courant à partir de l'expiration du délai de 60 jours sus visé.

Article 4

Les divers avantages consentis par la présente Convention tiennent compte du concours que le Ministère des Finances assurera à la S.N.C.F., en lui fournissant, dans le cadre de l'activité de la Direction des Prix et sans violation du secret professionnel, tous renseignements qui pourraient lui être utiles dans les conditions à fixer d'un commun accord entre les services intéressés.

Article 5

Le présent Traité expirera le 31 décembre 1943. Il continuera par tacite reconduction, d'année en année, chacune des parties contractantes étant libre de le résilier en prévenant l'autre au moins trois mois à l'avance.

Il sera établi sur papier non timbré et enregistré gratis (article 1er du décret du 13 octobre 1939).

Article 6

Le présent acte, conclu dans le cadre de l'article 29 du Cahier des Charges de la Société Nationale des Chemins de fer Français, sera soumis à l'approbation du Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et aux Communications.

Fait en triple exemplaire, dont un pour le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances, un pour la Société Nationale des Chemins de fer Français et un pour l'Enregistrement, à Paris, le

Le Ministre Secrétaire d'Etat
à l'Economie Nationale
et aux Finances,

Pour la Société Nationale des
Chemins de fer Français

Le Président du Conseil d'Administration

Le Vice-Président
du Conseil d'Administration,

Approuvé,
Le Ministre Secrétaire d'Etat
à la Production Industrielle
et aux Communications,